

Service Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 13/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA Pierre YUNG et Fils

Château Sissan
8 route de Balaresque
33360 CAMBLANES ET MEYNAC

Références : 2022-01995

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement SCEA Pierre YUNG et Fils implanté Château Sissan 8 route de Balaresque 33360 CAMBLANES ET MEYNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à l'information du SDIS d'essais de pompage dans un plan d'eau pouvant être enregistrée en tant que réserve à incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA Pierre YUNG et Fils
- Château Sissan 8 route de Balaresque 33360 CAMBLANES ET MEYNAC
- Code AIOT dans GUN : 0003105309
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Exploitation viticole non mise en service pour le moment.
1ère utilisation prévue pour les vendanges 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de lutte contre l'incendie,
- système de récupération et de traitement des effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 4.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.1	/	Sans objet
Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 2.1	/	Sans objet
Propreté	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 3.2	/	Sans objet
Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une justification devra être apportée par l'exploitant pour identifier le plan d'eau en tant que réserve à incendie (attestation du SDIS avec numéro d'enregistrement du point d'eau).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

Constats : Déclaration initiale réalisée le 28 novembre 2021.

Les travaux sont en cours de finalisation pour une mise en service pour les vendanges 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - le récépissé de déclaration et les prescriptions générales, et le cas échéant : - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ; - les documents prévus aux points 3.3, 4.3, 5.1, 5.8 du présent arrêté. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Déclaration initiale enregistrée sous le numéro 201900754 le 28 novembre 2019 au titre de la rubrique 2251 "préparation et conditionnement de vins" pour une capacité de 2500 hl/an.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Implantation et aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.

Constats : Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation et entretien

Prescription contrôlée :

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats : Le site n'est pas encore en exploitation mais il est maintenu dans un bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, tels que des extincteurs ou tout matériel équivalent et adapté au risque.

Constats : Un plan d'eau d'environ 800 m³ a été identifié comme réserve à incendie par l'exploitant.

Des essais de pompage ont été réalisés par le SDIS qui a précisé au service d'inspection que le point d'eau n'était pas équipé d'un module d'aspiration.

L'exploitant doit transmettre au service d'inspection l'attestation du SDIS avec l'enregistrement du point d'eau en tant que réserve à incendie.

Un poteau incendie public (n°21038) est présent chemin de Sissan avec un débit de 30 m³/h qui ne permet pas d'assurer la défense incendie d'une ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe, paragraphe 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.
Constats : Les effluents seront récupérés dans une cuve de stockage et seront ensuite acheminés sur le site du Château Grimon à Quinsac pour être traités par la station d'épuration de l'exploitation. La station d'épuration du Château Grimon devra être en capacité de traiter les effluents supplémentaires générés par le Château Sissan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet.